

## Des élections pour la paix au Mozambique

**D**EUX ans après la célébration à Rome de l'accord de paix entre le gouvernement du Frelimo (Front de libération du Mozambique) et la Renamo (Résistance nationale mozambicaine), les premières élections libres de l'histoire du pays se sont déroulées les 27, 28 et 29 octobre 1994. Un peu plus de six millions d'électeurs recensés étaient appelés à choisir le président de la République et les deux cent cinquante députés à l'Assemblée nationale parmi douze candidats à la magistrature suprême et quatorze partis. Le taux de participation a été très élevé, avec une abstention inférieure à 13 %. Les résultats officiels annoncés par la Commission nationale des élections le 19 novembre permettent une première réflexion sur quelques-unes des principales implications politiques du vote.

Joaquim Chissano, le candidat de l'ex-parti unique, a remporté l'élection présidentielle au premier tour avec 53,3 %. Il continuera donc à occuper le poste de chef de l'État qui était le sien depuis la mort, en 1986, de Samora Machel, le premier Président du Mozambique indépendant. En même temps, son parti, le Frelimo a obtenu 44,3 % de voix et la majorité absolue à l'Assemblée nationale avec 129 des 250 députés. Mais malgré cette victoire, il s'agit pour le Frelimo d'un succès sans éclat. Les résultats sont très décevants pour ses dirigeants, qui ne voyaient dans ces élections qu'une simple formalité imposée par la communauté internationale. En effet, ils peuvent difficilement concevoir que leur for-

mation a perdu en grande partie sa légitimité historique et populaire, qu'elle n'est plus le représentant de toute le peuple mozambicain.

### La déception du Frelimo

La déception au sein du Frelimo est d'autant plus grande que les résultats du parti sont largement inférieurs à ceux de son président. On doit souligner cependant que la grande différence entre les résultats de Chissano et ceux du Frelimo (presque 10 %) ne doit pas être prise en compte comme une traduction fidèle de la volonté de l'électorat. Cet écart pourrait amener à penser que les électeurs auraient manifesté un jugement nettement plus favorable au Président qu'à son parti. En réalité, cette différence doit être réduite d'au moins 4 % : un nombre considérable d'électeurs illettrés qui voulaient voter pour le Frelimo ont coché la dernière case du bulletin de vote des législatives parce que sur le bulletin de vote présidentiel, Chissano était en dernier. La propagande avait martelé : « votez pour le dernier ». Mais cette case ne correspondait pas au Frelimo, mais à l'*União Democrática*, une alliance réunissant trois petits partis sans expression particulière qui, dans des circonstances « normales », n'aurait pas obtenu plus de voix que la moyenne des autres petits partis (autour de 1 %). Cette erreur aurait pu n'être qu'une anecdote, mais l'*União Democrática* a ainsi dépassé la barrière légale des 5 % nécessaire à une représentation

parlementaire : ces 5,15 % lui ont donné neuf députés.

Pour le Frelimo, la victoire est tangentielle et il lui sera impossible de continuer à agir, dans la tradition du parti unique, comme s'il était la seule force politique du pays.

De son côté, la Renamo et son président, Afonso Dhlakama, avec respectivement 37,8 % et 33,7 % des voix, ont eu des résultats très honorables pour un mouvement considéré par le Frelimo comme une simple création des régimes blancs d'Afrique australe aujourd'hui disparus, un instrument de déstabilisation sans aucun soutien populaire. Quel que soit le jugement que l'on porte sur les origines et la signification sociale de la Renamo, il est vrai que, il y a deux ans, sa nature restait encore essentiellement militaire. Mais elle s'est alors engagée, non sans contradictions et difficultés, dans la voie de sa transformation en parti civil, même si son affirmation comme force politique a toujours été fondée sur l'exploitation de son « capital militaire ». Elle a laissé systématiquement planer l'ombre du retour à la guerre dans des moments critiques.

Pendant le conflit, au moins dans certaines régions du Centre et du Nord du pays, la Renamo avait donné une expression militaire à l'insatisfaction d'une partie de la population mozambicaine, notamment les groupes les plus marginalisés des campagnes, par le Frelimo et son État. Il semblerait que dans ces élections, elle ait réussi à mobiliser également en sa faveur une partie du vote urbain, principalement au sein des couches les plus touchées par le chômage et la précarité des conditions de vie.

Les horreurs de la guerre qui a marqué profondément le pays pendant seize ans ne sont certainement

pas oubliées, mais il existe aujourd'hui un sentiment croissant parmi la population que les responsabilités sont partagées entre les deux ex-belligérants. Ceci va de pair avec le discours de la « réconciliation nationale », et a certainement plus profité en termes électoraux à la Renamo qu'au Frelimo. Elle était enfin reconvenue par le parti au pouvoir et par la communauté internationale comme une organisation politique digne de respect : les « bandits armés » devenaient un mouvement respectable et légitime. Certains auront voté Renamo pour que ceux qu'ils tenaient pour responsables de la guerre retrouvent une place dans la vie politique mozambicaine et ne reprennent pas les armes ; d'autres l'auront fait par opposition au Frelimo... Les motivations du vote sont sûrement multiples et il est difficile à présent d'avancer en ce domaine. En revanche, l'analyse de la distribution géographique du vote donne une indication claire de grands climats politiques régionaux.

### **Introuvable victoire**

Malgré des résultats lui donnant le statut indéniable de seule force d'opposition crédible avec la confiance de près de 40 % de l'électorat, la Renamo ne paraissait pas disposée à accepter facilement sa défaite, toute relative qu'on puisse la considérer. Il y a eu deux phases bien distinctes. Quelques mois avant les élections, elle semblait ne pas voir la possibilité d'une victoire électorale et faisait pression — avec le soutien d'une partie de la communauté internationale — pour passer un accord de constitution d'un gouvernement d'unité nationale. Mais, au cours de la campagne, après des réceptions triomphales dans des villes comme Beira, Quelimane et

Nampula, Afonso Dhlakama et son mouvement ont visiblement commencé à croire que leur victoire était non seulement possible mais probable. En même temps, la peur de perdre devenait manifeste comme en témoignent les accusations de préparation d'une fraude généralisée du gouvernement qui ne cessaient de croître, sans qu'aucun élément concret ne soit apporté pour en démontrer le bien fondé.

La Renamo annonça, alors, le soir du premier jour du vote, son retrait du scrutin. Après un intense mouvement de pression diplomatique, cette décision fut annulée le lendemain. Mais elle est révélatrice d'une faible capacité d'analyse politique. Il n'y a pas d'indications permettant de penser que l'incident se soit traduit par des effets visibles sur le niveau de participation ou l'orientation du vote des électeurs. En revanche, il est certain que le Renamo a perdu une partie du crédit international qu'elle était parvenue à obtenir au cours des dernières années. D'autant plus que, peu de jour après, dès l'annonce des premiers résultats partiels, ses dirigeants ont recommencé à faire des déclarations insistant sur la fraude et réaffirmant leur intention de ne pas accepter le résultat du scrutin. Pourtant, l'ONUMOZ (Opération des Nations unies au Mozambique), les ambassadeurs des pays membres de la Commission de supervision et contrôle et les chefs d'État de la région ont été directement impliqués dans le processus électoral afin de garantir un scrutin libre et juste qui puisse être le fondement d'une paix durable.

Cette position de la Renamo, contrariant l'ensemble des observateurs internationaux qui ont déclaré les élections parfaitement acceptables, est le signe d'une difficulté per-

sistante à fonctionner dans la logique du jeu démocratique dont elle-même avait contribué à définir les règles (notamment les termes de l'Accord général de paix et de la loi électorale). En dernière analyse il s'agit de la complexité à opérer le passage effectif de mouvement armé à parti politique.

### **Désir de paix**

Un des grands aspects nouveaux de la situation est l'apparition au grand jour de la coupure historique entre le Sud et le Centre-Nord du pays. Le Frelimo a gagné très nettement dans les quatre provinces du Sud, où il a raflé 57 des 65 députés, et dans les deux provinces de l'extrême-Nord. Mais la Renamo domine les cinq provinces du Centre-Nord, regroupant la majorité de la population et responsables de 70 % du PIB. Cela ne signifie pas que le vote ethnique ait partout dominé la situation. Par exemple le grand groupe Macua (quatre millions d'habitants et plus d'un cinquième des électeurs) s'est divisé, donnant des majorités non écrasantes au Frelimo au Cabo Delgado et au Niassa (dans l'extrême-Nord), et à la Renamo à Nampula et en Zambézia. Ces disparités relèvent beaucoup plus de ressentiments régionaux que proprement ethniques contre un État mozambicain dominé par des « gens du Sud ».

C'est une nouvelle période historique qui commence. Le désir de paix spectaculairement illustré par les longues files d'attente paisibles et ordonnées, par ces électeurs refusant la consigne de boycott de la Renamo, est un grand défi pour des partis sans culture démocratique.

20 novembre 1994  
**Luis de Brito**